



N° 3 / 2008

Les mille sources de la Colère

MARS 2008

TOUS EN GREVE LE 27 MARS !

Nous sommes arrivés au terme de la première phase concernant la fusion de la DGI et de la DGCP. Le ministre refuse toujours la négociation sur l'avenir de nos missions, seul garant de la pérennité de nos emplois. Pour ce faire, il a tenté d'enfermer les organisations syndicales (avec la complicité de certaines d'entre-elles) sur le terrain de l'accompagnement social de la réforme. Même en restant sur ce terrain là, malgré les maigres avancées de ces dernières semaines le compte n'y est pas. Elles seront de toutes façons financées par les suppressions d'emplois à venir.

Si la nouvelle direction se constitue juridiquement le 1^{er} avril, sa mise en place réelle s'étalera sur plusieurs années. Les agents doivent, par leur mobilisation, peser sur l'administration pour imposer d'autres choix. C'est à ce prix là que nous préserverons nos conditions de travail, nos missions et donc nos emplois.

Nous ne pouvons compter que sur nos propres forces pour imposer ces choix, surtout pas sur nos directeurs locaux qui nous ont montré à maintes reprises que leur seul objectif était la préservation de leur carrière dans la nouvelle direction.

Et puis comment croire Woerth, ministre bicéphale, qui en tant que ministre du budget s'engage à ce qu'aucun agent ne soit contraint à se déplacer du fait des réformes, et en tant que ministre de la fonction publique, prépare un projet de loi sur la mobilité des fonctionnaires, qui prévoit, entre autres, la mise en **disponibilité d'office** des fonctionnaires sous deux ans après la suppression de l'emploi exercé.

TOUS DANS L'ACTION LE 29 MARS !

Un rassemblement intergénérationnel est prévu le samedi 29 mars 2008, devant la préfecture de TULLE à 10h00, pour la défense des retraites : en ce moment des discussions ont lieu dont l'issue sera l'allongement de la durée de cotisation, le recul de l'âge légal du départ (plutôt 65 que 60 ans) en oubliant bien sûr la notion de pénibilité.

Cerise sur le gâteau, le ministère, sous couvert d'une lettre de mission à l'inspection des finances, se penche sur le mode de gestion des retraites des fonctionnaires : l'hypothèse de la création d'une caisse indépendante regroupant les trois fonctions publiques (hospitalière, d'Etat et territoriale) a le vent en poupe ! C'est la pérennité de nos retraites qui est menacée !

USSEL : CIRCULEZ, Y A RIEN A VOIR ?...

Notation : Au suivant !

A Ussel, la notation pourrait être rythmée par la chanson de Jacques Brel, les entretiens d'évaluation se déroulent à la chaîne : en effet, en moins d'un quart d'heure l'agent est convoqué à l'entretien et le compte-rendu dudit entretien (préparé à l'avance) est remis. Le tout dans le

mépris absolu des règles édictées par l'administration elle-même.

Les collègues n'ont que 5 mn pour se préparer à l'entretien : c'est vrai, à quoi bon vanter ses mérites puisque le chef les a déjà évalués tout seul dans son coin, voire même, avant l'attribution des majorations distribuées par la direction à chacun des services. S'il fallait faire la démonstration que l'entretien ne sert à rien, on ne s'y prendrait pas autrement ! Le chef de service mérite largement un -0.06 syndical pour sa

conception du dialogue social étriquée et archaïque. Faisons confiance à notre directrice pour le récompenser par un +0.06 au nom de l'efficacité et des gains de productivité.

Journée de la Provocation Ouverte

Certes, le magasin est vide... mais que la vitrine est belle !!! Alors que le climat social est particulièrement délétère à Ussel depuis quelques mois, la directrice a convoqué les personnels à une petite réunion. Agents prévenus au dernier moment, pas d'ordre du jour : à Ussel aussi il faudra sans doute attendre le 4^{ème} millénaire pour avoir un dialogue social adulte et responsable.

De toute façon, il n'est pas question de parler des problèmes du site puisqu'ils n'ont jamais existé. Ne dite plus « *J'ai un discours à géométrie variable* » mais « *Je parle comme Mme Tréjaut* » !!!

La visite de courtoisie était en fait particulièrement intéressée. La directrice veut SA Journée Portes Ouvertes (JPO) et à n'importe quel prix. Le rayonnement de la vitrine corrézienne de la Direction Générale des Finances Publiques pourra-t-il irradier jusqu'à Paris ? Les bons élèves seront-ils récompensés ?

S'il s'agit de faire croire que tout va bien quand tout va mal, Mme Tréjaut, vous avez toute notre confiance ! Au fait, combien de suppressions d'emplois depuis la création de l'hôtel des finances d'Ussel ?

Gageons que grâce à la naissance de la DGFIP, les agents du service public d'Ussel ne tarderont pas à être transformés en bornes interactives qui, elles au moins, n'exprimeront aucun mécontentement et sauront « *laver leur linge sale en famille* » !

CANTINE DE TULLE : C'EST LE CIRQUE !

Lundi 3 mars, la directrice a fait aux organisations syndicales le compte rendu du dernier « conseil de cité ». Elle nous a annoncé que le restaurant inter-administratif (RIA) de Tulle allait faire l'objet de travaux importants. D'après elle, durant les travaux, les agents seraient transportés en bus jusqu'à la cantine du GIAT. D'après nos sources, qui semblent nettement plus fiables, cette 1^{ère} hypothèse serait abandonnée depuis belle lurette et seraient étudiées maintenant d'autres possibilités de restauration vers d'autres cantines voire même sous chapiteau sur le parking de la cité. On va finir par penser que nos chers directeurs profitent de ces réunions pour faire la sieste. Ce qui est certain, c'est que le Préfet ferait mieux de consulter les représentants du personnel plutôt que les directeurs pour toutes les

questions liées aux conditions de travail à la cité : il serait et nous serions mieux informés.

FLASH : Peut-être une restauration collective à Brive avec abandon du régime des « tickets restaurant ». Cette question mérite un débat de fond avec les principaux intéressés : les agents du site.

CHS : Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ?

Que peut inspirer le dernier CHS de mars 2008 sinon le constat évident d'une absence totale de pilotage des réformes et de leurs conséquences immobilières. Pour rester dans l'ésotérique administratif, mais où est donc passé le PIT* qui accompagnait le dernier SDOS** ? A combien se chiffrent les travaux entrepris suite aux réformes de structures ? La question avait été posée lors d'un CTPD et était restée sans réponse, le coût n'obérait pas le budget de la DSF ... Cette information mériterait pourtant d'être diffusée au public lors des JPO.

A Brive, encore plus qu'ailleurs dans le département, quel aura été le coût des remaniements successifs d'un bâtiment truffé de vices dès sa construction ? Mais surtout que dire des nuisances pour les collègues qui subissent ces travaux à répétition ? Il n'est pas nécessaire d'avoir un indice de rémunération qui gravite dans les hautes sphères pour savoir que la cohabitation entre les travaux et les agents dans les services est forcément une source de difficultés. Nos autruches locales prennent toujours leur plus bel air étonné dès que les inéluctables problèmes apparaissent et comptent bien entendu sur la bonne volonté de tous pour que la pilule soit avalée en douceur. S'y prendrait-on autrement si l'on se foutait royalement de nos conditions de travail ?

En parlant de nuisances, nos têtes pensantes s'aperçoivent aujourd'hui que le travail en plateau engendre bruit et stress et prévoient l'équipement en panneaux isolants : quelle découverte ! Mais pourquoi Mme Tréjaut accompagnée de sa fine équipe n'irait pas de temps en temps sur le terrain pour se rendre compte de la réalité de nos conditions de travail ?

Pour couronner le tout, on apprend que la nouvelle réglementation qui gère la médecine de prévention va contraindre le médecin en place à démissionner (impossibilité de cumuler plusieurs temps partiels). C'est la médecine du travail qui prendra le relais, les visites de site se feront encore plus rares...

* PIT : Plan Immobilier Triennal,

** SDOS : Schéma Départemental d'Organisation des Structures.